

Nouvelles locales des jeudi 22 et vendredi 23 octobre 2015

@rib News, 23/10/2015 ĩ Politique - Lancement ce vendredi des travaux de la commission de dialogue interburundais (CNDI, photo). Les cĀrĀmonies ont eu lieu dans la ville de Gitega au centre du pays en prĀsence du prĀsident de la RĀpublique. Les reprĀsentants des confessions religieuses, des ambassadeurs et de nombreuses personnalitĀs ont fait le dĀplacement. Pierre Nkurunziza a lancĀ une dĀclaration qui nĀt pas du tout surpris Ā voir la situation socio-sĀcuritaire qui prĀvaut dans le pays. Il a en outre affirmĀ : "Je n'accepterai jamais des aides qui viennent dans le but de diviser les Burundais".

- Le gouvernement du Burundi est convoquĀ au siĀge de l'Union EuropĀenne Ā Bruxelles afin de discuter de la sortie de crise et de la suite Ā donner aux aides bilatĀrales, croit savoir l'agence de presse Reuters. Dans une lettre qui adressĀe aux responsable burundais, la chef de la diplomatie europĀenne, Federica Mogherini, demande des consultations avec les autoritĀs de Bujumbura en vue "d'examiner la situation de faĀson approfondie et, au besoin, de prendre des mesures pour y remĀdier". Mme Mogherini propose de les organiser Ā Bruxelles "Ā une date Ā convenir d'un commun accord". Selon Reuters, c'est la derniĀre chance qui est donnĀ Ā Pierre Nkurunziza. En l'absence de rĀponse, des sanctions seront prises Ā l'endroit du Burundi. ĩ Justice et droit de lâĀhomme - Les magistrats du siĀge de la cour suprĀme viennent de signifier aux 28 prĀsumĀs putschistes (du 13 mai dernier) qu'ils sont maintenus emprisonnĀs. Tous sont actuellement incarcĀrĀs Ā la prison centrale de Gitega. Leurs avocats avaient demandĀ une libĀration provisoire. - Les juges du Tribunal de Grande Instance de Makamba et ceux du Parquet de Makamba viennent de passer deux jour de travail ardent pour rĀgulariser la procĀdure quant aux 33 suspects arrĀtĀs mi-septembre dans les communes de Mabanda et Kibago de la mĀme province. En effet, accusĀs dĀtatteinte Ā la sĀretĀ intĀrieure de lâĀt la participation aux mouvements armĀs, ces jeunes ont ĀctĀ conduits immĀdiatement aprĀs leur arrestation Ā la prison de Murembwe dans la province de Rumonge Ātant donnĀ que la province judiciaire de Makamba nĀt pas de prison. InterrogĀs ce jeudi par les magistrats du Parquet de Makamba, ils ont ĀctĀ entendus ce vendredi en chambre de conseil par les juges du Tribunal de la mĀme province pour statuer sur leur dĀtention prĀventive. Originaires de diffĀrentes provinces du pays, ils devront attendre mercredi de la semaine prochaine pour savoir sĀt ils comparĀtront libres ou sĀt resteront en prison pour le reste de la procĀdure. - Ce vendredi, 31 jeunes gens ont ĀctĀ arrĀtĀs ce matin au chef-lieu de la province de Makamba lors d'une fouille-perquisition opĀrĀe par la police. Pour la plupart, ce sont des domestiques, des ressortissants d'autres provinces que Makamba. En effet, l'administration locale interdit l'embauche de domestiques extĀrieurs sans autorisation Ācrite. Selon ces responsables administratifs, les perturbateurs de la sĀcuritĀ dans la province de Makamba se dĀguisent en domestiques de mĀnages. Les jeunes gens se trouvent pour le moment au commissariat de Makamba pour des interrogatoires. Chaque fois que des personnes sont interpellĀes dans de pareilles circonstances, elles sont remises Ā l'administration d'origine. - Une habitante du quartier II de la zone Nyakabiga en mairie de Bujumbura, infirmiĀre de profession a ĀctĀ arrĀtĀe ce jeudi au motif que des mĀdicaments ont ĀctĀ retrouvĀs chez elle. Cette femme travaillant Ā l'hĀpital Roi Khaled est soupĀsonnĀe de soigner des combattants comme l'ont indiquĀ des agents de sĀcuritĀ chargĀs de fouiller son domicile. La police dit avoir dĀcouvert une grenade et un chargeur dans cette habitation. Cette saisie a ĀctĀ aussitĀt exhibĀe devant le mĀnage. Son mari a ĀctĀ Āgale interpellĀ. Par ailleurs, trois jeunes ont ĀctĀ arrĀtĀs durant cette vaste opĀration de perquisitions touchant les quartiers et 3. En quittant les lieux, les policiers et militaires ont ĀctĀ huĀs par les habitants visiblement heurtĀs par la mĀthode. LĀt on a appris ce vendredi que cette femme a ĀctĀ libĀrĀe. A aussi ĀctĀ relaxĀ, un de ces trois jeunes gens arrĀtĀ hier Ā Nyakabiga. - Cinq jeunes gens ont ĀctĀ enlevĀs ce jeudi soir au niveau de la 11Āme avenue dans le quartier de Cibitoke. Ils ont ĀctĀ embarquĀs dans un vĀhicule oĀ1 se trouvaient des hommes en tenue militaire. D'aprĀs un tĀmoir l'un d'entre eux avait un fort accent rwandais. Un des jeunes enlevĀs s'appelle Eloge et les autres n'ont pas pu Ātre identifiĀs. - Une fouille-perquisition a ĀctĀ opĀrĀe dans 25 mĀnages de la commune de Mugamba. Selon le chef de Cyprien Nibona, les policiers Ātaient Ā la recherche d'armes. Toutefois, ils n'en ont trouvĀ aucune comme il le prĀcise mais, une personne suspectĀe a ĀctĀ arrĀtĀe et lle est actuellement interrogĀe dans les bureaux de la police de Mugamba. Cette fouille fait suite aux coups de feu de la nuit de ce mercredi dans la mĀme localitĀ. ĩ Diplomatie - La ministre rwandaise des affaires ĀtrangĀres Louise Mushikiwabo s'est longuement exprimĀe ce jeudi lors d'une confĀrence de presse sur la situation du Burundi. Selon elle, le gouvernement burundais se voile la face en ne prenant pas en compte les problĀmes traversĀs. Le Rwanda a optĀ pour "une politique posĀe et calme" qui a pour objectif "la normalisation des relations avec le Burundi", a-t-elle expliquĀ. En ce qui concerne les rwandais arrĀtĀs et expulsĀs du Burundi, la Ministre indique que lorsqu'il y aura des leaders burundais capables de dialoguer, le Rwanda demandera des comptes. Elle a par ailleurs prĀcisĀ qu'aucun burundais ne sera inquiĀtĀ sur le sol rwandais ou ne sera refoulĀ jus parce qu'il est burundais. Le Rwanda a dĀjĀ accueilli plus de 70.000 rĀfugiĀs burundais depuis le mois d'avril. La ministre a prĀcisĀ que le Rwanda continuera d'accueillir tout burundais qui veut s'y rĀfugier. Concernant la demande d'extradition de certaines personnes envoyĀes par Bujumbura aux pays de la rĀgion dont le Rwanda, Louise Mushikiwabo a rappelĀ que le Rwanda avait proposĀ qu'il y ait un traitĀ d'extradition entre les deux pays et que son voisin Burundais a toujours traĀnĀ les pieds. Enfin, la rwandaise reconnaĀt que sur la situation au Burundi "l'East African Community a ĀchouĀ". Pour ce qui est des accusations d'ingĀrence portĀe par le gouvernement burundais sur le Rwanda, Madame Mushikiwabo rĀpond que le Rwanda n'entrera pas dans le jeu des accusations. Le problĀme du Burundi n'est pas le Rwanda, c'est le Burundi lui-mĀme, a-t-elle conclut. ĩ SĀcuritĀ - Un chauffeur de taxi-voiture a ĀctĀ tuĀ par la police non loin de l'hĀtel Source du Nil Ā cĀtĀ de la place de l'IndĀpendance en plein centre de Bujumbura. Selon une source policiĀre, ce taximan venait du quartier industriel quand il a forcĀ la premiĀre barriĀre de la police anti-Āmeute dont les bureaux se trouvent en hauteur des anciens bureaux de la radio RPA. La mĀme source indique que ce chauffeur roulait Ā trĀs grande vitesse et qu'il a ĀctĀ tuĀ au moment de dĀpasser la deuxiĀme barriĀre se trouvant devant l'hĀtel Source du Nil. Pour l'heure, personne ne connait les motivations qui ont poussĀ cet homme Ā agir

de la sorte. - Beaucoup de tirs se sont fait entendre ce jeudi depuis 5h30 du matin sur les collines de Musugi et de Rukuba, commune de Kanyosha. Certains habitants ont fui et des témoins ont signalé en ce même vers le soir avoir entendu des tirs sporadiques. - De fortes explosions et des tirs nourris se sont fait entendre en fin d'après-midi dans les quartiers de Ngagara et Bwiza en mairie de Bujumbura. "Il y a beaucoup de policiers déployés surtout pour les quartiers IV et VI ; tout à l'heure, il y a eu un groupe de gens qui manifestaient", témoigne un habitant de la Chaussée Buconyori. Un autre témoin évoque des affrontements avec des policiers dans différents coins de ces quartiers.   